

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
Z.I. Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 29 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUSSEAU sa (ateliers)

Les Pépines
79160 Fenioux

Références : 0007202340/2024/ 88
Code AIOT : 0007202340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement ROUSSEAU sa (ateliers) implanté Les Pépines 79160 Fenioux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction d'une plainte reçue en 2023 et pour laquelle une première visite d'inspection avait été réalisée.

Cette deuxième visite a pour objet de faire un point d'avancement sur le plan d'action proposé par l'exploitant et de solder le cas échéant certains points.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSEAU sa (ateliers)
- Les Pépines 79160 Fenioux
- Code AIOT : 0007202340
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Rousseau est spécialisée dans la fabrication de cuves et silos en résine polyester. Elle bénéficie d'un récépissé de déclaration en date du 11 juin 2003 pour les rubriques 4421, 4331 et 2661.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Captage et épuration des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 6.1.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Suivi de la mise en œuvre des sondes de températures	Lettre du 20/01/2023	/	Demande d'action corrective	1 mois
3	Émission de poussières	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.2	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de terrain a permis de constater la mise en place de l'alarme de type I en zone ATEX Acétone, élément manquant qui avait été identifié comme une non-conformité majeure par le contrôle périodique.

Les rejets atmosphériques ont été référencés par l'exploitant de manière exhaustive. Tous les locaux d'activité de fabrication de cuves sont équipés de dispositifs de captation et de filtration des rejets (fibre de verre et carton) permettant de retenir les fibres de polyester et les vapeurs de styrène. Toutefois, des démarches sont en cours auprès de nouveaux fournisseurs de filtres pour tenter d'améliorer la captation des odeurs liées à la présence de styrène. Des éléments complémentaires sont attendus sur le sujet de la part de l'exploitant.

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des solvants qui a été communiqué à l'inspection et d'un schéma de maîtrise des émissions lui permettant de définir une valeur annuelle cible des émissions diffuses à ne pas dépasser. A ce jour, cette dernière est respectée (<30%). Les documents identifient

toutefois encore des marges de progrès, notamment par l'adoption de résines à faible teneur en styrène qui permettraient de réduire notablement les émissions et par conséquent les odeurs associées. Il convient de rappeler que le seuil olfactif du styrène est très bas et il est facilement détectable par les tiers alors même que la concentration peut ne pas présenter de dangers particuliers pour les riverains.

Par ailleurs, s'agissant de la gestion des bonnes pratiques industrielles, un travail de pédagogie auprès des salariés reste à conforter. Il permettra à terme de ne plus constater de pratiques en extérieur génératrices de poussières notamment (opération de meulage constatée le jour de l'inspection).

Enfin, un travail de sécurisation des accès reste à entreprendre notamment concernant le stockage de produits inflammables et, d'une manière plus générale, sur l'arrière du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Captage et épuración des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants 2020-2021-2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/08/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuración des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible. La dilution des effluents est interdite sauf autorisation du préfet. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration. L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter la formation de poussières.</p>
Constats : <p>Les rejets atmosphériques ont été référencés par l'exploitant de manière exhaustive. Tous les locaux d'activité de fabrication de cuves sont équipés de dispositifs de captation et de filtration des rejets (fibre de verre et carton) permettant de retenir les fibres de polyester et les vapeurs de styrène. Toutefois, des démarches sont en cours auprès de nouveaux fournisseurs de filtres pour tenter d'améliorer la captation des odeurs liées à la présence de styrène.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments complémentaires une fois réceptionnés, accompagnés le cas échéant d'un échéancier de réalisation, notamment dès lors que les niveaux de filtration (Styrène en particulier) sont supérieurs aux dispositifs existants. Le ratio coût/efficacité est examiné par l'exploitant.</p>
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suivi de la mise en œuvre des sondes de températures

Référence réglementaire : Lettre du 20/01/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Sondes de températures sur cuves et catalyseur
Prescription contrôlée : Par courrier en date du 20 janvier 2023, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre des sondes de températures sur ses deux cuves de stockage de résine associées à une alarme en cas de dépassement de la température de 30°C. Des procédures devaient également être mises en œuvre en cas de dépassement de ce même seuil de température.
Constats : Pour mémoire, par courrier du 24 octobre 2023, l'exploitant indique que les retours de ses fournisseurs n'ont pas permis d'avancer concrètement sur la mise en œuvre de ces sondes. Il indique que de nouveaux fournisseurs vont être sollicités. Le calendrier associé à la réponse mentionne une mise en place au 28/12/2023. Dans ce même courrier, l'exploitant transmet la nouvelle procédure associée au suivi de la température des cuves de résine (HSE-COS-015). Il a été constaté lors de la présente visite que les sondes de températures n'ont pas été mises en place. L'exploitant indique que les derniers fournisseurs ont répondu tardivement et qu'une offre est en cours de négociation auprès de la société Enderess-Hauser basée à Mérignac (33). Une visite in-situ avec ce fournisseur est prévue au cours du mois de février pour valider la solution proposée. Une télésurveillance serait également ajoutée à l'offre et engloberait à la fois la surveillance des cuves de résines et du stockage des catalyseurs (le stockage des peroxydes organiques dont la température est régulée serait complété pour une surveillance de la température ambiante - à ce sujet, l'exploitant a transmis une procédure de suivi incluant les seuils T1 et T2 et les actions associées en cas d'atteinte de ces seuils conformément à l'article I, point 3.8 de l'arrêté ministériel du 10/11/2008 relatif au stockage de certains peroxydes).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments techniques relatifs à la solution retenue ainsi que le calendrier associé de mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Émission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter la formation de poussières.
Constats : Il a été constaté une opération de reprise et meulage en extérieur sur un couvercle en cours de fabrication. Cette opération est génératrice de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un rappel des bonnes pratiques concernant les opérations de reprise sur toute ou partie des réservoirs afin que ces opérations soient conduites en intérieur et associées à un dispositif de captage et de filtration adapté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité aux installations
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations de stockage.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été constaté que les portails sont absents entre la zone de production et la zone de stockage des produits finis située de l'autre côté du chemin vicinal. Cette situation favorise l'accès au site en dehors des horaires de fonctionnement normal de l'établissement et est susceptible de provoquer des actes de malveillance notamment sur les stockages de produits inflammables, situés en bordure de chemin. Par ailleurs, il n'existe pas de clôture permettant de répondre à l'exigence du contrôle des accès sur cette partie de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de remettre en service les portails et de réaliser la clôture permettant de contrôler les accès dans cette zone plus sensible de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois